



Semestre européen 2020

Présentation du Rapport-pays sur la France

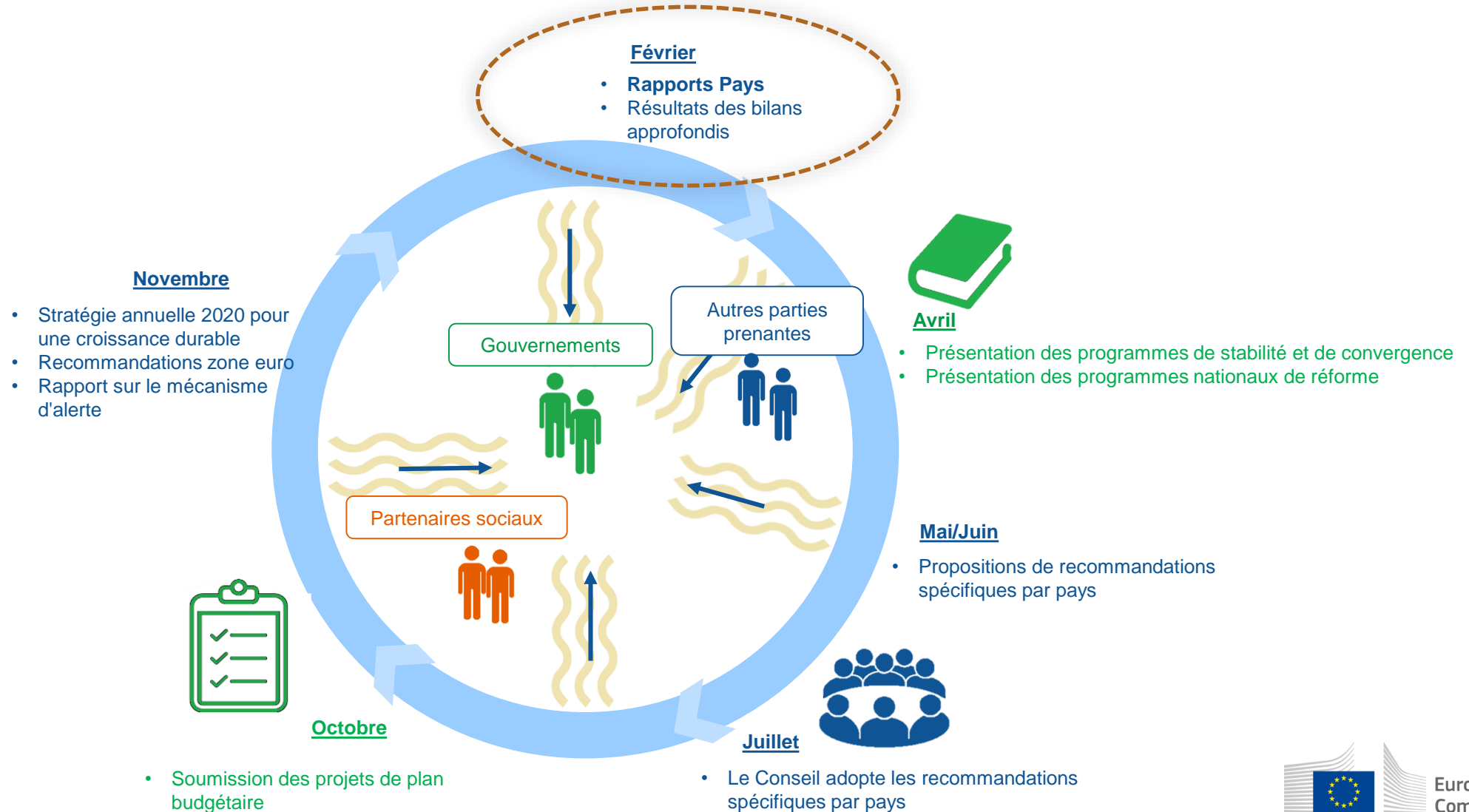
**Maarten Verwey, Directeur Général de la DG Affaires
économiques et financières**

27-02-2020, Paris

Le Semestre européen 2020 intègre les nouvelles priorités économiques de la Commission

- Le rapport pays 2020 sur la France tient compte des nouvelles priorités économiques de la Commission et notamment le choix de transformer l'Union européenne en une économie durable.
- Le rapport met l'accent sur les défis et les opportunités induits par la transition climatique et énergétique, y compris les besoins d'investissements importants.
- Cette année, le rapport pays contient une nouvelle section qui détaille la performance de la France dans chacun des objectifs de développement durable des Nations Unies.
- Comme dans les éditions précédentes, le rapport pays continue de présenter l'évaluation par la Commission européenne des principaux défis de l'économie française et des progrès réalisés jusqu'à présent.

Les étapes principales du Semestre européen 2020

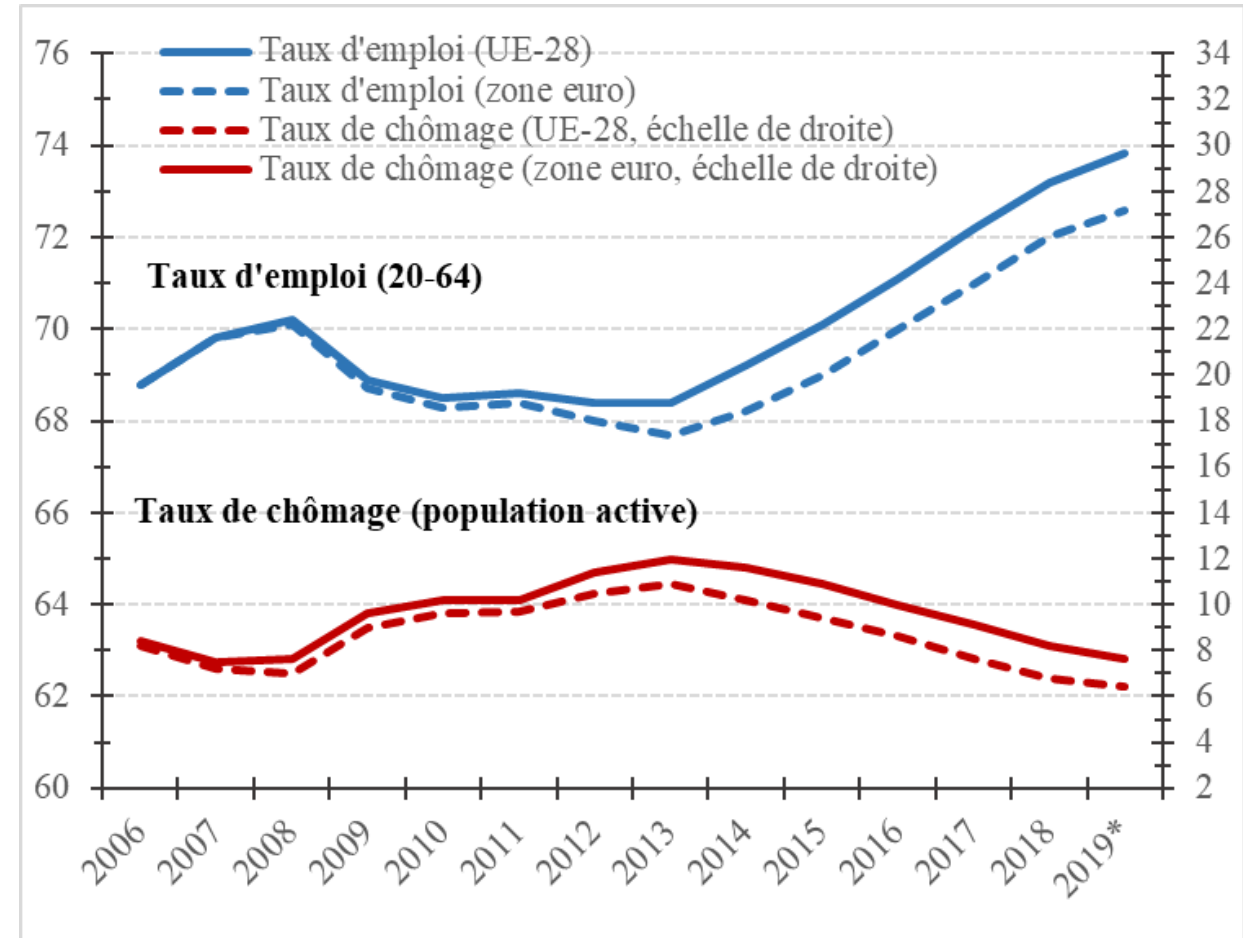


Quelles sont les conclusions d'ensemble des Rapports Pays ?

- L'UE connaît sa septième année consécutive de croissance et devrait encore croître en 2020 et 2021. Toutefois, **l'environnement extérieur** est devenu beaucoup moins favorable et les incertitudes sont grandes.
- Le **niveau d'endettement public** a globalement continué de diminuer dans le contexte actuel de taux d'intérêt bas. Toutefois, certains pays ont une dette publique qui augmente et qui pose des problèmes de soutenabilité.
- **Les déséquilibres continuent de se corriger** mais le rééquilibrage externe n'est pas encore terminé et est asymétrique (les déficits se sont réduits alors que certains pays de l'UE conservent d'importants excédents budgétaires).
- **Le ralentissement de la productivité** est préoccupant.
- La transition vers une économie neutre en carbone doit être **équitable**.

Marché du travail et situation sociale dans l'UE

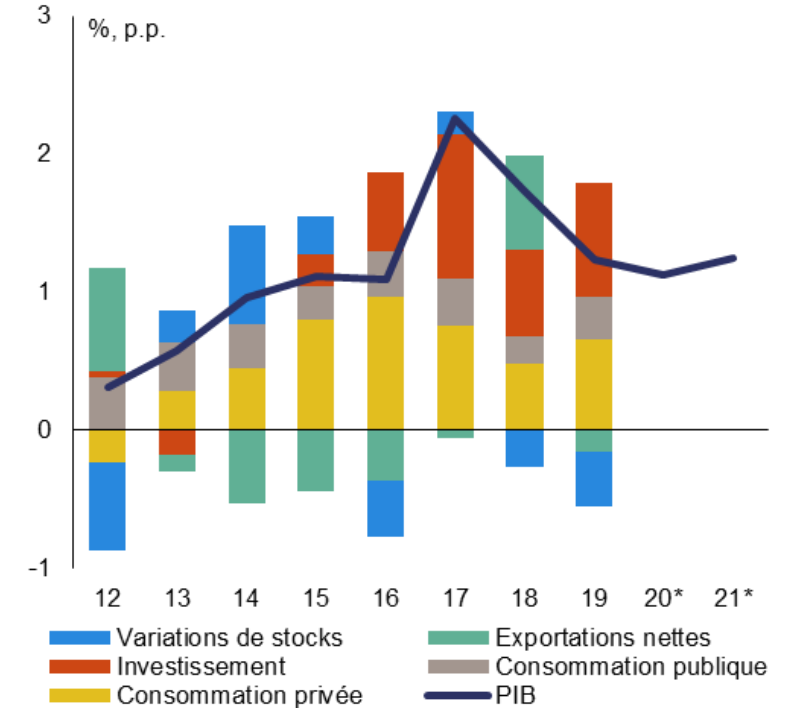
- L'emploi demeure dynamique et le taux de chômage est au plus bas.
- La qualité des emplois et l'emploi des personnes peu qualifiées sont des préoccupations croissantes.
- Le nombre de personnes à risque de pauvreté et d'exclusion sociale poursuit sa baisse.
- Les inégalités de revenus ont légèrement augmenté et demeurent élevées.
- Les défis des politiques sociales sont renforcés par le changement climatique et la transition numérique.



Situation économique de la France

- Après 1,2 % en 2019, la croissance du PIB atteindrait **1,1 % en 2020** et **1,2 % en 2021**.
- Le taux de chômage poursuit sa baisse, il est passé de 10,4 % en 2015 à **8,4 % au T4-2019** (2 pps. supérieur à la moyenne de l'UE) .
- Le déficit public a diminué en 2018 et atteint **2,5 % du PIB en 2018**, mais peu ou pas d'effort structurel est attendu dans les années à venir.
- La dette publique devrait augmenter légèrement et s'élever à environ **99 % du PIB en 2021**.

Croissance du PIB (2012-2021)



Source: Commission Européenne, Prévisions économiques d'hiver 2020

Progrès dans la mise en œuvre des recommandations de 2019

Globalement, la France a enregistré certains progrès dans la mise en œuvre des quatre recommandations qui lui ont été adressées en 2019 sur :

1. Finances publiques (y compris la réforme des retraites et le programme de revue des dépenses « Action Publique 2022 »);
2. Marché du travail (favoriser l'intégration des catégories de travailleurs les plus vulnérables sur le marché du travail);
3. Mieux cibler les investissements (R&D&I, transition énergétique, digitalisation)
4. Améliorer l'environnement des entreprises (en particulier la simplification du système d'imposition et le renforcement de la concurrence dans les services).

Principaux défis de l'économie française

- **Une dette publique élevée et en hausse** qui pèse sur la croissance de long-terme et **une absence d'assainissement budgétaire** prévu à court-terme. A cela s'ajoute une **dette privée** également importante et en augmentation.
- **La compétitivité** qui bien que stable ces dernières années, affiche des résultats contrastés, dans un contexte de faible croissance de la productivité.
- **Un taux de chômage qui demeure élevé**, notamment pour certains groupes défavorisés (personnes peu qualifiées ou issues de l'immigration).
- Un ciblage des investissements sur les questions de compétences, d'infrastructures numériques ou de R&D&I pour **stimuler les gains de productivité**. Des investissements sont également nécessaires pour atteindre les **cibles climatiques ambitieuses**.